

Les crédits

d'entreprise qui créent la richesse et qui créent des emplois. C'est cela que le NPD ne veut pas comprendre.

• (1420)

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, il me fait plaisir de participer, cet après-midi, à ce débat.

Vous me permettrez de débiter mon discours en félicitant mon honorable collègue de Scarborough—Rouge River, aujourd'hui, pour son excellente initiative de porter à l'attention de cette Chambre les négligences du gouvernement conservateur en ce qui a trait à l'économie de notre province, l'Ontario.

[Traduction]

Il y a à peine quelques heures, nous ne savions pas, lorsque nous avons réclamé ce débat, qu'on nous soumettrait des statistiques, ce matin, nous révélant que l'économie va de mal en pis, parce que le nombre de chômeurs a augmenté.

Je vois le ministre d'État aux Finances signifier qu'il n'est pas d'accord, alors que 4 000 emplois à temps plein ont été abolis en un mois au Canada. Quelle bonne nouvelle!

Le ministre a dit, il n'y a pas longtemps, en réponse à un autre député, que le problème, c'est que nous ne félicitons pas assez les conservateurs. Notre problème à tous, c'est d'être négatifs. Nous faire dire par les disciples d'Eric Nielsen, par les disciples de Harvey, le bourreau de la présidence, que nous, libéraux dans l'opposition, sommes négatifs! Est-ce vraiment une chose à dire?

Enfin, cette affirmation n'est pas très exacte. J'utiliserais bien d'autres mots, mais le Règlement ne m'y autorise pas.

Permettez-moi de parler de ma région, l'est de l'Ontario. Le chômage y est monté de trois dixièmes de point, et ce, en incluant la ville d'Ottawa. Si vous soustrayez les données relatives à la ville d'Ottawa de l'Ontario rural, vous imaginez l'ampleur de l'augmentation du nombre de chômeurs dans les régions rurales.

Le nombre de sans-emploi est passé de 48 000 à 50 000 dans l'est de l'Ontario; 50 000 chômeurs dans notre région. Il convient donc que nous fassions notre

devoir et que nous relevions ces faits à la Chambre des communes aujourd'hui.

Voilà pourquoi le député de Scarborough—Rouge River devrait recevoir les félicitations, non seulement des libéraux, mais de tous les députés à la Chambre pour avoir soumis cette question à l'attention du public, car le public en a bel et bien pris connaissance.

[Français]

Alors, monsieur le Président, certains diront que l'opposition a critiqué, mais n'a pas offert d'alternatives, comme le disait le ministre plus tôt. C'est injuste également, parce que l'honorable chef de l'opposition, bientôt premier ministre, a soulevé ce dossier et l'a porté à l'attention des médias il y a longtemps.

Je vous ferai part d'un communiqué de presse daté du 31 janvier 1992 dans lequel l'honorable député de Beau-séjour, chef de l'opposition et bientôt premier ministre, a suggéré au gouvernement, a même imploré le gouvernement, monsieur le Président, d'établir des programmes en cinq points pour relancer l'économie canadienne. Dans chaque cas, l'honorable chef de l'opposition a démontré la façon de s'y prendre pour payer les dépenses encourues pour relancer l'économie. Plus particulièrement, le chef de l'opposition a demandé, de la part de nous tous, de ce côté-ci de la Chambre, pour tous les Canadiens qui sont sans emploi, la création d'un programme pour renouveler et moderniser l'infrastructure au niveau municipal, comme les ponts.

Le pont Perley, à Hawkesbury, dans mon comté, monsieur le Président, si vous l'avez déjà emprunté, n'est-ce pas une honte d'avoir un pont «arrangé» de la sorte, dans une ère moderne! On doit le remplacer.

C'est la même chose pour les égouts dans certaines municipalités et c'est la même chose pour d'autres services. On ne demande pas au gouvernement de construire des pyramides, comme l'avait souligné John Maynard Keynes, il y a déjà longtemps. Ce qu'on leur demande, c'est de participer dans des projets qui sont nécessaires, des projets qui doivent être faits, plutôt que de payer des gens, chez eux, à ne rien faire, sur l'assurance-chômage, des gens qui ne demanderaient pas mieux que de retourner au travail. On demande au gouvernement d'établir des programmes pour donner une dignité à ces Canadiens, dans Glengarry—Prescott—Russell et ailleurs. Mais il semble que le gouvernement ne veut pas comprendre.